



CHAPITRE 36

CHAPTER 36

Loi assurant la construction d'un pont
sur le Saint-Laurent, aux Trois-Rivières

An Act to ensure the construction of a
bridge over the St. Lawrence, at Trois-
Rivières

[Sanctionnée le 27 juin 1962]

[Assented to 27th June 1962]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'As-
semblée législative de Québec, décrète ce
qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Que-
bec, enacts as follows:

1955-56,
c. 161,
a. 3, mod.

1. L'article 3 de la Loi concernant la
construction d'un pont sur le fleuve Saint-
Laurent à proximité des Trois-Rivières
(4-5 Elizabeth II, chapitre 161) est modi-
fié en remplaçant dans la deuxième ligne
les mots "six membres," par les mots
"deux membres nommés par le lieutenant-
gouverneur en conseil et six autres mem-
bres,".

1. Section 3 of the Act respecting the
construction of a bridge over the St. Lawrence
river, near the city of Trois-
Rivières (4-5 Elizabeth II, chapter 161)
is amended by replacing the words "six
members" in the second line by the words
"two members appointed by the Lieuten-
ant-Governor in Council and six other
members".

Id., a. 4,
mod.
Vice-
prési-
dents.

2. L'article 4 de la dite loi est modifié
en ajoutant ce qui suit: "Elle peut éga-
lement élire un ou deux vice-présidents."

2. Section 4 of the said act is amended
by adding the following: "It may also
elect one or two vice-presidents."

1955-56,
c. 161, a.
8, remp.

3. L'article 8 de la dite loi est rempla-
cé par le suivant:

3. Section 8 of the said act is replaced
by the following:

1955-56,
c. 161, s.
8, re-
placed.

Rempla-
cement.

"8. Une vacance parmi les membres
de la corporation est remplie par le lieu-
tenant-gouverneur en conseil, sauf lors-
qu'il s'agit du membre nommé par le
conseil municipal de la cité des Trois-
Rivières, lequel membre est remplacé par
l'autorité qui l'a nommé."

"8. Any vacancy among the members
of the corporation shall be filled by the
Lieutenant-Governor in Council, except in
the case of the member appointed by the
municipal council of the city of Trois-
Rivières, who shall be replaced by the
authority that appointed him."

Replace-
ment.

1955-56,
c. 161, a.
10, remp.

4. L'article 10 de la dite loi est rem-
placé par les suivants:

4. Section 10 of the said act is replaced
by the following sections:

1955-56,
c. 161, s.
10, re-
placed.

Rémunération.

"10. La rémunération, s'il en est, du président, des vice-présidents, du secrétaire et du trésorier, est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"10. The remuneration, if any, of the president, vice-presidents, secretary and treasurer shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council. Remuneration.

Intérêt dans contrat, etc., prohibé.

"10a. Aucun membre de la corporation ne doit avoir, directement ou indirectement, par lui-même ou son associé, un intérêt dans un contrat avec la corporation, en retirer un avantage ou accepter en rapport avec ses fonctions, un don, une promesse ou une rémunération autre que celle qui est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"10a. No member of the corporation shall have, directly or indirectly, himself or through an associate, any interest in a contract with the corporation, or derive any advantage or accept, in connection with his duties, any gift or promise, or any remuneration other than that fixed by the Lieutenant-Governor in Council. Interest in contract, etc., forbidden.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à l'actionnaire d'une compagnie constituée de bonne foi, à l'exception d'une compagnie qui entreprend la construction ou l'entretien de ponts.

This section shall not apply to a shareholder of a *bona fide* incorporated company except a company which undertakes the construction or maintenance of bridges. Exception.

Infraction et peine.

Une violation du présent article constitue une infraction qui rend le contrevenant inhabile pendant cinq ans à être membre de la corporation. De plus, il doit rendre compte à la corporation de tout ce dont il a illégalement profité."

Any infringement of this section shall constitute an offence and shall disqualify the offender for five years from being a member of the corporation. He must also account to the corporation for any unlawful profit he has gained." Offence and penalty.

1955-56, c. 161, a. 11, mod.

5. L'article 11 de la dite loi est modifié en insérant dans la sixième ligne, après le mot "après", les mots "leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et".

5. Section 11 of the said act is amended by replacing the word "their" in the sixth line by the words "approval by the Lieutenant-Governor in Council and". 1955-56, c. 161, s. 11, am.

Id., a. 12, remp.

6. L'article 12 de la dite loi est remplacé par le suivant:

6. Section 12 of the said act is replaced by the following: Id., s. 12, replaced.

Personnel.

"12. Les fonctionnaires et employés de la corporation sont nommés suivant les dispositions de la Loi du service civil, la corporation exerçant cependant à leur égard les pouvoirs que cette loi attribue au chef d'un ministère."

"12. The functionaries and employees of the corporation shall be appointed in accordance with the Civil Service Act, the corporation nevertheless exercising with respect to them the powers assigned by such act to the head of a department." Staff.

1955-56, c. 161, a. 14, mod. Approbation.

7. L'article 14 de la dite loi est modifié en ajoutant ce qui suit:

7. Section 14 of the said act is amended by adding the following: 1955-56, c. 161, s. 14, am.

"Les contrats et engagements de la corporation sont soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil de la trésorerie ou du contrôleur, suivant les règlements régissant les contrats et engagements du gouvernement et la Loi concernant le contrôle des finances s'applique à la corporation *mutatis mutandis*."

"The contracts and commitments of the corporation shall be subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council or the Treasury Board or the comptroller, in accordance with the regulations governing the contracts and commitments of the government and the Act respecting the Control of Finances shall apply to the corporation *mutatis mutandis*." Approval of contracts.

Disposi-
tions non
applica-
bles.
Soumis-
sions.

La Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement ne s'applique pas à la corporation.

Aucun contrat dont le coût estimatif dépasse vingt-cinq mille dollars n'est accordé par la corporation pour des travaux de construction ou des fournitures, sans demande de soumissions par annonce publique."

1955-56,
c. 161, a.
15, remp.

8. L'article 15 de la dite loi est remplacé par le suivant :

Plans et
devis.

"**15.** Les plans et devis du dit pont, de ses approches et de tous travaux accessoires doivent être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil avant la demande de soumissions."

1955-56,
c. 161, a.
16, remp.

9. L'article 16 de la dite loi est remplacé par le suivant :

Expro-
priation.

"**16.** Le ministre de la voirie peut exercer, pour l'acquisition des immeubles et droits immobiliers qu'il juge nécessaires pour les fins de la corporation, tous les pouvoirs d'expropriation qu'il peut exercer pour les fins de la Loi de la voirie en suivant la même procédure.

Indemni-
tés.

La corporation est tenue de rembourser au gouvernement les indemnités payables en raison des expropriations faites en vertu du présent article, y compris les intérêts et les frais, et par ce remboursement, la propriété des biens expropriés lui est transportée."

1955-56,
c. 161, a.
17, mod.

10. L'article 17 de la dite loi est modifié en remplaçant dans la septième ligne, les mots "en tout temps" par les mots "autant que possible".

Id., aa. 18,
19, remp.

11. Les articles 18 et 19 de la dite loi sont remplacés par les suivants :

Exemp-
tion de
taxe.

"**18.** La corporation est exempte de toute taxe imposée en vertu d'une loi de la Législature.

Bilan et
rapport.

"**19.** La corporation doit chaque année, avant le 31 mars, fournir au gouvernement un état financier complet et un rapport détaillé de ses opérations pour l'année précédente.

The Act to establish a General Purchasing Service for the Government shall not apply to the corporation.

No contract the estimated cost of which exceeds twenty-five thousand dollars shall be awarded by the corporation for construction works or materials, without calling for tenders by public advertisement."

8. Section 15 of the said act is replaced by the following :

"**15.** The plans and specifications of the said bridge, its approaches and all accessory works must be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council before tenders are called for."

9. Section 16 of the said act is replaced by the following :

"**16.** The Minister of Roads may exercise, for the acquisition of such immoveables and real rights as he deems necessary for the purposes of the corporation, all the powers of expropriation that he may exercise for the purposes of the Roads Act, and by following the same procedure.

The corporation must repay to the government the indemnities payable by reason of the expropriations effected under this section, including interest and costs, and, by such repayment, the ownership of the expropriated property shall be transferred to the corporation."

10. Section 17 of the said act is amended by replacing the word "always" in the seventh line by the words "in so far as is possible,".

11. Sections 18 and 19 of the said act are replaced by the following sections :

"**18.** The corporation shall be exempt from all taxes imposed under any act of the Legislature.

"**19.** Before the 31st of March in each year, the corporation must submit to the government a complete financial statement and a detailed report of its operations for the preceding year.

Provisions
not to
apply.

Tenders.

1955-56,
c. 161, s.
15, re-
placed.

Plans and
specifica-
tions.

1955-56,
c. 161,
s. 16, re-
placed.

Expro-
priation.

Indem-
nities.

1955-56,
c. 161, s.
17, am.

Id., ss. 18,
19, re-
placed.

Tax exem-
ption.

Financial
state-
ment, etc.

Vérification, etc.

Ce rapport doit être vérifié par l'auditeur de la province. Il doit être déposé à l'Assemblée législative dans les quinze jours suivant sa réception, si elle est alors en session ; sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante."

Such report must be audited by the Provincial Auditor. It must be laid before the Legislative Assembly within fifteen days after it is received, if the Legislature is then in session, otherwise within the first fifteen days of the next session."

1955-56, c. 161, aa. 22a-22d, aj.

Emprunt garanti.

12. La dite loi est modifiée en insérant après l'article 22, les suivants:

12. The said act is amended by inserting after section 22, the following sections: 1955-56, c. 161, ss. 22a-22d, ad.

"**22a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en principal et intérêts de tout emprunt contracté par la corporation jusqu'à concurrence d'un montant principal de trente millions de dollars.

"**22a.** The Lieutenant-Governor in Council, on conditions fixed by him, may guarantee the payment in principal and interest of any loan contracted by the corporation up to a principal amount of thirty million dollars. Guarantee of loan.

Paiement annuel.

"**22b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, s'engager irrévocablement à payer chaque année tant que toutes les obligations émises par la corporation n'auront pas été rachetées ou payées le montant nécessaire pour porter le revenu net de la corporation à un montant suffisant pour acquitter l'intérêt et l'amortissement ou les échéances annuelles ou semestrielles de principal et tous autres frais annuels de ces obligations dont l'émission totale ne dépassera pas trente millions de dollars.

"**22b.** The Lieutenant-Governor in Council, on conditions fixed by him, may undertake irrevocably to pay annually, as long as any of the bonds issued by the corporation have not been redeemed or paid the amount necessary to increase the net revenue of the corporation to an amount sufficient to pay the interest and amortization or the annual or semi-annual maturities of the principal and all other annual costs of such bonds the total issue of which shall not exceed thirty million dollars. Annual government payment.

Fonds consolidé.

Les montants dus en vertu de l'engagement visé au présent article ou de la garantie visée à l'article précédent sont payables sur le fonds consolidé du revenu.

The amounts due under the undertaking contemplated in this section or under the guarantee contemplated in the preceding section shall be payable out of the consolidated revenue fund. Consolidated revenue fund.

Propriété absolue.

"**22c.** Dès que toutes les obligations émises par la corporation auront été rachetées ou payées, le pont avec ses approches et accessoires et les terrains acquis en vue de sa construction, deviendra la propriété absolue du gouvernement de la province sans indemnité ni compensation. De ce moment le lieutenant-gouverneur en conseil pourra mettre fin à l'existence légale de la corporation.

"**22c.** As soon as all the bonds issued by the corporation shall have been redeemed or paid, the bridge with its approaches and accessories and the lands acquired for purposes of its construction, shall become the absolute property of the government of the province without indemnity or compensation. Thereupon the Lieutenant-Governor in Council may terminate the legal existence of the corporation. Government ownership.

Exécution de la loi.

"**22d.** Le ministre de la voirie est chargé de la mise à exécution de la présente loi."

"**22d.** The Minister of Roads is charged with the carrying out of this act." Carrying out of act.

Entrée en vigueur.

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

13. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.